

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

12^e ANNEE - N° 172
6 au 19 mai 1974
LE NUMERO : 0,80 F

Un gouvernement « de gauche » ne peut être qu'un instrument de la conservation bourgeoise

L'élection présidentielle illustre avec éclat cette thèse fondamentale du marxisme : l'ère de la démocratie représentative qui accompagne la montée révolutionnaire et la période réformiste du capitalisme au XIX^e siècle, reflétant dans une certaine mesure le morcellement politique, économique et social des classes dominantes, a laissé place, à l'époque de l'impérialisme et de l'unification de la classe dominante sous l'égide du capital financier, à un pur et simple paravent desséché de la domination bourgeoise.

Dans sa lettre à Laura Lafargue du 29-10-89, Engels soulignait que, en régime parlementaire, les conditions véritables de la domination de la classe bourgeoise tout entière sont l'existence de deux partis luttant pour avoir la majorité et devenant à tour de rôle gouvernement et opposition. « Ici, en Angleterre, écrit-il, s'exerce la domination de la classe bourgeoise tout entière ; mais cela ne veut pas dire que les conservateurs et les radicaux ne forment qu'un bloc ; au contraire, chaque parti fait la relève de l'autre ». Engels ne pouvait prévoir que trente ans plus tard, dès la faillite de la II^e Internationale, ce serait la social-démocratie qui permet-

trait à la bourgeoisie de maintenir cette forme politique de sa domination de classe, en gardant, là où elle n'était pas menacée par la lutte du prolétariat révolutionnaire, les formes extérieures d'une démocratie représentative contre-révolutionnaire. Pour y arriver, il avait fallu que ces partis se transforment en partis social-impérialistes (socialistes en paroles, pro-impérialistes dans les faits), en agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

En arborant les principes de la démocratie, en soutenant que le parlement peut être utilisé par le prolétariat pour ses objectifs de classe propres, l'opportunisme social-démocrate (aujourd'hui stalinien ou post-stalinien) prétend que le régime de la démocratie parlementaire pourrait se remplir d'un « contenu socialiste » à la condition de se purifier de ses imperfections « non démocratiques », et précône ainsi des changements institutionnels concernant le droit de vote, les libertés, l'extension des droits et des fonctions du Parlement, et ainsi de suite jusqu'à l'infini. Ce paravent idéologique du social-impérialisme cache son rôle de défense du régime bourgeois, hier les armes à la main contre le prolétariat insurgé, aujourd'hui par la revalorisation aux yeux des masses ouvrières des formes parlementaires de la domination bourgeoise, présentées comme les seuls instruments possibles de leur émancipation. Et il suffit de parcourir les objectifs programmatiques du bloc des gauches d'aujourd'hui pour constater, comme nous le faisons depuis 1914, que ce ne sont que les principes éternels de la collaboration de classe et du réformisme impérialiste. Le social-impérialisme, en effet, ne représente pas un courant qui se trouverait tiraillé entre les intérêts de classe du prolétariat et ceux de la classe dominante, une transition entre les uns et les autres en quelque sorte, mais bel et bien les partis avec l'aide desquels la bourgeoisie entretient les illusions des masses ouvrières en une émancipation pacifique et en une amélioration graduelle de leurs conditions d'existence, en obtenant de temps en temps de la classe dominante quelques petites aumônes pour l'aristocratie ouvrière. Ce sont des laquais et des agents de la bourgeoisie dont l'aide inestimable à la classe dominante a fait ses preuves tout au long du XX^e siècle dans la lutte contre la révolution prolétarienne, contre la révolte des peuples

colonisés, et dans la guerre impérialiste.

Un gouvernement du social-impérialisme ou un bloc des gauches ne peut en aucune façon être considéré comme une transition entre le pouvoir bourgeois et le pouvoir prolétarien : il ne peut au contraire correspondre qu'aux besoins de la défense et de la continuité du régime capitaliste.

L'erreur catastrophique consistant à considérer le social-impérialisme comme l'aile droite du mouvement prolétarien — une erreur que celui-ci a payé de dures défaites — est organiquement celle des courants rattachés à la matrice social-démocrate par le cordon ombilical de leurs principes démocratiques et par la vision d'une utilisation possible, même à titre transitoire, de l'Etat bourgeois au profit de la révolution prolétarienne, en théorisant la possibilité d'une fornication éternelle

(suite page 4)

Le social-impérialisme met les points sur les « i »

Personne ne pourra prendre le Parti Socialiste en défaut d'infidélité à l'impérialisme français, depuis soixante années qu'il en a ouvertement épousé la Cause, pour laquelle a brillamment milité depuis non seulement dans deux guerres impérialistes mais dans les guerres coloniales : il a été partie prenante de toutes les « évolutions » et de toutes les répressions, dans le gouvernement comme dans l'opposition, et Mitterrand lui-même ne peut démentir de la tradition d'un parti auquel il s'est rallié, lui qui lançait aux combattants de la révolution algérienne, il y a vingt ans : « la seule négociation, c'est la guerre » !

Aussi allait-il de soi qu'un dirigeant de ce parti, Defferre — le champion de la loi-cadre qui planifiait la reconversion de l'impérialisme français en Afrique Noire, confirmée et couronnée par De Gaulle un peu plus tard — écarte toute équivoque au sujet de l'avenir des colonies des Antilles et de la Réunion dans un programme signé par son parti. C'est ainsi qu'il a déclaré le 17 avril à la Guadeloupe :

« Le point du programme commun qui pourrait sous-entendre

DANS CE NUMERO :

— La « révolution en permanence » (compte rendu du travail du Parti).

l'indépendance des Antilles en cas d'une prise de pouvoir de la gauche a été mal rédigé... Une nouvelle rédaction précise clairement qu'il ne peut être question d'abandon ni d'indépendance. De nombreuses réformes sont à faire dans le cadre de la régionalisation en matière économique et sociale [...].

« Nous savons à quel point les Antillais sont attachés [il serait sans doute plus exact de dire « enchaînés »] à la France, et Fran-

çois Mitterrand ne veut pas rompre avec les Antilles, bien au contraire ». (Le Monde du 19 avril).

En réalité, on se demande bien comment une telle interprétation pourrait avoir été faite, car elle serait absurde et dénaturerait complètement le sens et la portée du « programme commun ». Ce n'est pas le P.C.F. qui viendra nous démentir, lui qui dans L'Humanité du 18 avril, rappelle ce que prévoit le « programme commun » c'est-à-dire « l'autodétermination », et donne la parole au Parti Progressiste Martiniquais d'Aimé Césaire :

« Ainsi donc voter pour le candidat unique justement désigné parmi les responsables des partis signataires du Programme commun de la Gauche Française, c'est voter pour un partisan du droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui ne contesterait pas le droit du peuple martiniquais à choisir l'autonomie pour la nation martiniquaise ». Que le « droit à l'autodétermination » du programme commun ne puisse être interprété que comme le « droit à l'autonomie » et non à l'indépendance est indiqué dans ce programme par le fait qu'il prévoit « l'élaboration d'un nouveau statut » qui sera discuté avec le gouvernement français, et figure d'ail-

(suite page 2)

Pressantes offres de service de l'opportunisme ouvrier

Ce n'est pas une affirmation nouvelle pour les communistes que les partis opportunistes — c'est-à-dire les partis qui prétendent parler au nom des ouvriers mais font une politique bourgeoise — remplissent un rôle original, ont une fonction particulière dans la lutte des classes : seuls ils peuvent, à la différence des partis qui représentent directement les intérêts des classes bourgeoises,

inviter les prolétaires à des sacrifices dans la mesure où ils influencent de larges couches ouvrières et dirigent leurs organisations. La campagne présidentielle jette une lumière crue sur cette fonction, remplie aujourd'hui par le parti communiste, les autres partis de l'union de la gauche n'étant en fait que des regroupements parlementaires.

C'est ainsi que le sénateur centriste Marcellinac, dont personne ne pourra dire qu'il ait quelque chose à voir de près ou de loin avec le mouvement ouvrier et auquel on peut faire confiance pour traduire le bon-sens bourgeois, explique son soutien à Mitterrand :

« Il va falloir imposer des sacrifices au pays et ces sacrifices seront d'autant mieux acceptés par ceux qui en souffriront le plus, c'est-à-dire les moins riches, si c'est un homme à eux qui le leur demande » (Le Quotidien de Paris, 19 avril).

C'est exactement ce que Mitterrand dit lui-même lorsque pour démontrer qu'il est « l'homme de la situation », il explique qu'on ne peut se couper de « l'ensemble des forces vives du travail et de la production pour faire face à la crise qui bat à la porte et qui s'aggravera », ou ce que répète ce vieux renard de Defferre quand il affirme qu'« après seize ans d'une politique rétrograde sur le plan social, la présence des communistes

au gouvernement sera pour nous une garantie. Nous éviterons ainsi un certain nombre de difficultés, de troubles sociaux » (voir Le Monde du 24-4).

On peut évidemment discuter pour savoir si la situation impose réellement aujourd'hui aux partis bourgeois de passer la main, mais la signification des incursions gouvernementales des partis opportunistes est clairement exprimée :

le P.C.F. lui-même affirme sans détour : « Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance » (Marchais, avant les législatives, 22-1-73).

S'ils prétendent donc aller au gouvernement pour « donner un élan nouveau à la lutte sociale » en la portant à un « niveau qualitativement supérieur », les partis

(suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES

VOIE ELECTORALE, OU DESTRUCTION REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT BOURGEOIS ?

● STRASBOURG : Mercredi 8 mai, 20 h 30, Restaurant « La Mauresse », 5, rue du Vieux-Marché-au-Poisson

● ANGERS : Samedi 11 mai, 20 h 30, Salle de la Mutualité

● LILLE : Samedi 11 mai, 18 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes)

TROTSKY ET LE « BLOC DES GAUCHES »

Les trois courants trotskistes (O.C.I., Rouge et Lutte Ouvrière) ont déjà annoncé leur appui électoral à Mitterrand, le cheval électoral du P.C.F., du P.S., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.E.N. Quelle meilleure réponse que celle de... Trotsky lui-même, écrite en 1922 ? : « L'idée d'un Bloc des gauches, dans les conditions actuelles, peut séduire un grand nombre d'ouvriers politiquement peu expérimentés. Le parti communiste français (section de l'I.C.) doit considérer cette perspective comme un très sérieux danger. Dans toute sa propagande quotidienne, il doit systématiquement opposer à l'idée du Bloc des gauches l'idée du bloc de tous les ouvriers contre la bourgeoisie (...). Telle est la seule tactique capable, si elle est appliquée avec esprit de suite dans tous les domaines (économique, politique, etc.) de réduire au minimum le nombre des ouvriers entraînés dans le cercle d'influence du Bloc des gauches et d'étendre l'influence du parti sur les milieux ouvriers non encore touchés par lui » (Résolutions et messages de l'Exécutif de l'I.C., juin 1922).

A NOS LECTEURS ET SYMPATHISANTS

Nous avons réalisé, avec les principaux articles du « Prolétaire » n° 171, un numéro spécial à 2 pages destiné à être diffusé gratuitement. Les lecteurs et sympathisants qui désiraient en recevoir pour le diffuser autour d'eux peuvent en faire la demande au « Prolétaire ».

(suite de la page 1)

opportunistes dont le rôle, déjà dans l'opposition, est de plier le prolétariat aux exigences du capital, n'y ont d'autre fonction que de permettre à la bourgeoisie de passer un cap difficile, en contenant le prolétariat et en allant s'il le faut jusqu'à la répression armée, comme le mouvement ouvrier en fit la douloureuse expérience.

Mais il serait faux de croire que, si les partis opportunistes peuvent en arriver à envisager leurs tâches gouvernementales originales avec le plus grand cynisme, cette politique serait accidentelle et due à ce qu'on ne sait quel machiavélisme, alors qu'elle découle en réalité de la nature même de ces partis, qui sont l'expression politique de couches ouvrières et salariées qui lient leur sort au capitalisme, aspirent à la conciliation des intérêts de classe et vouent un respect superstitieux à l'Etat, soignant au-dessus des classes.

Il va de soi que si la situation impose à certains moments à la bourgeoisie d'appeler ces partis au gouvernement, ces derniers y arrivent avec des appétits et des aspirations particulières aux couches qu'ils représentent et il faut donc que pour la bourgeoisie le jeu en vaille la chandelle.

Indépendamment d'une série de conditions politiques, nationales et internationales indispensables à une telle expérience de gauche, il faut que l'opportunisme puisse garantir à la bourgeoisie qu'il est capable d'assumer sa fonction avec efficacité sinon avec aisance : aussi assistons-nous à une véritable orgie de déclarations des dirigeants opportunistes dans les journaux de la bourgeoisie où ils expliquent qu'ils ont la situation en main, qu'ils maîtrisent leurs troupes.

C'est ainsi que Séguy écrit dans *Le Figaro* du 23-4 : « Un autre argument est agité pour tenter de

Pressantes offres de service

jeter la suspicion sur la gauche quant à son aptitude à gérer les affaires publiques : « Si elle arrive au pouvoir, dit-on, elle sera rapidement submergée par une avalanche de revendications syndicales ». C'est absurde. Et c'est oublier la conception responsable que nous avons de l'action syndicale ». Quant à Maire, la musique est la même, si les paroles changent un peu : « Nous sommes pour une action de masse, consciente, orientée, maîtrisée ». (voir encore *Le Figaro* du 23-4).

C'est ainsi que l'opportunisme tente de démontrer qu'il met tout en œuvre pour maîtriser les luttes sociales, pour garantir la paix sociale.

Mais même les larbins ont leur « fierté » si l'on peut dire. Ils ne comptent pas rendre un service sans pourboire : il faut qu'en retour la bourgeoisie puisse faire quelques promesses pour limiter « la malfaisance des monopoles » vis-à-vis des petites entreprises (dont on se charge de faire croire aux ouvriers qu'ils en bénéficieront !); qu'elle prodigue quelques miettes pour l'aristocratie ouvrière (participation, gestion démocratique, autogestion, formation professionnelle...); il faut d'autre part que la bourgeoisie donne les moyens d'une « politique sociale » pour les grandes masses ouvrières : « les travailleurs et les organisations syndicales savent que dans le nouveau contrat, les promesses seront tenues. Ils sont suffisamment raisonnables, les injustices les plus criantes étant corrigées, pour accepter un calendrier rigoureux de croissance du pouvoir d'achat et d'amélioration des conditions générales de vie et de travail » (Mitterrand aux Echos du 24-4-74). Quant au « révolutionnaire » Rocard, il n'est pas moins clair : « Il nous faut ralentir la

croissance, ce qui n'est acceptable par les travailleurs qu'à la condition préalable de remédier puissamment aux grandes inégalités qui traversent la société française » (voir *Le Figaro* du 17 avril).

C'est ainsi que selon ces gens, un minimum est nécessaire, « l'impact psychologique d'une sorte de Grenelle à froid », comme dit si bien l'homme à la rose, pour faire accepter aux grandes masses ouvrières les sacrifices imposés par la crise.

Ici l'opportunisme se porte garant de tout, promet qu'il ne sera pas entraîné par le mouvement social et affirme sur tous les tons que s'il n'est pas très fort en « économie politique », il a bien appris les règles mensongères enseignées par la bourgeoisie : il ne sera pas trop gourmand et sait trop bien que l'on ne peut partager le gâteau qui n'existe pas ! « Tout le possible, mais rien que le possible ! », s'écrie Mitterrand. Et Maire d'entonner : « Cette volonté [de changement] n'implique nullement la tentation suicidaire du « tout, tout de suite » ! La preuve ? Le sérieux avec lequel les travailleurs abordent cette campagne électorale témoigne de leur maturité, de leur sens des responsabilités » (*Le Monde* du 28, 29-4-74). M. Maire revendique donc hautement la honteuse trahison de la vague revendicative au nom de la « sérénité ». Séguy, évidemment n'est pas en reste : « L'intérêt des travailleurs qui se confond avec l'intérêt national, est lié à la réussite de l'expérience de la gauche. Il serait paradoxal qu'après avoir tant lutté pour son succès nous risquions de la compromettre par des exigences démagogiques » (*Le Figaro*, 23 avril); ou encore : « La Gauche peut avoir l'assurance que nous saurons tenir compte, en syndicalistes responsables, des réali-

tés économiques et, par conséquent, de l'étendue, mais aussi des limites des possibilités sociales qui en découlent » (Séguy à Mitterrand, *Le Monde* des 28, 29-4).

Mais la bourgeoisie qui sait compter, ne se contente pas de promesses; elle veut des gages.

Et le meilleur n'est-il pas donné par le fait que la gauche réduit chaque jour les revendications minimum qu'elle avance, le simple correctif aux « injustices les plus criantes » ?

C'est ainsi que, peu de temps après que les syndicats aient affirmé l'impossibilité de vivre avec moins de 1.500 francs par mois, la Gauche revendiquait il y a un mois le SMIC à 1.200 francs immédiatement, et que maintenant Mitterrand promet ces 1.200 francs dans... six mois. Si l'on sait de plus que les syndicats revendiquaient en 1968 le retour aux 40 heures en 3 ans et qu'ils le revendiquent toujours « progressivement », on mesure facilement « l'étendue » des satisfactions que compte donner aux travailleurs l'opportunisme, ainsi que les « limites » au-delà desquelles il prêche l'abstinence, bien qu'elle soit d'une autre nature que celle prônée par Royer.

Il serait donc illusoire de croire que même les exigences les plus

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

élémentaires de la classe ouvrière pourraient être satisfaites sans combattre non seulement le capital mais aussi ceux qui, en affirmant qu'ils sont conscients des « limites des possibilités sociales » d'un mode de production par nature inhumain, ne font que rappeler qu'ils sont ses défenseurs; ceux qui lancent des appels aux sacrifices pour favoriser une « expérience » qui sous prétexte de « socialisme aux couleurs de la France » est diamétralement opposée à la voie de l'émancipation prolétarienne. Seule cette émancipation, et la lutte qui y mène, dont le combat contre l'opportunisme, y compris dans les escarmouches quotidiennes contre le capital, fait partie intégrante, mérite les sacrifices d'une classe qui ne pourra jamais exprimer sa haine envers ses maîtres et leurs laquais avec... les « roses » de la collaboration de classe mais bien avec les armes de la guerre de classe.

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr 8 (20 aprile 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :

- Contro il Primo Maggio tricolore, Viva il Primo Maggio Rosso.
- Gli sbagli che farete sempre - Il Cile e l'inganno democratico.
- Il tempo delle legnate per lor signori potrebbe non essere lontano.
- Note sulla situazione tedesca.
- Vergognoso atteggiamento dei sindacati dell'automobile USA.
- Altri giorni caldi all'Olivetti.
- Per questo noi lottiamo.
- Giù le mani da Lenin.
- Corruttori privati e corruttoro pubblico.
- Dal petrolchimico.
- Rovesciamento della prassi nella teoria marxista.

Abbonamento annuale : 20 F.

Le social-impérialisme

(suite de la page 1)

leurs en toutes lettres dans le *Manifeste de Champigny* (5-6 décembre 1968) en ces termes :

« La France démocratique doit reconnaître, comme à tous les peuples, le droit à l'autodétermination des peuples de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Nouvelle Calédonie, de la Polynésie, etc., et satisfaire leur légitime revendication d'un statut d'autonomie leur permettant de gérer librement leurs propres affaires dans le cadre de la République Française » (*Manifeste du P.C.F.*, p. 38).

Et comme si les choses n'étaient pas claires, G. Marchais a dû intervenir lui-même : « les éléments réactionnaires qui soutiennent les candidats de la droite prétendent que reconnaître le droit des populations à se déterminer librement entraînerait la rupture avec la France (...). Ce chantage condamne ses auteurs » (*L'Humanité*, 24-4-74).

Ce faisant, Marchais aussi est fidèle à la « grande tradition » d'un parti qui expliquait, il y a déjà 30 ans dans les *Cahiers du Communisme* :

« Nous le disons avec netteté et sans équivoque, si les populations de la France d'Outre-Mer ont le droit de se séparer de la Métropole, cette séparation, à l'heure présente, irait à l'encontre des intérêts de ces populations et ceci pour deux raisons :

1^o) Parce que la nation française en lutte contre les trusts qui la trahissent en même temps qu'ils pillent les colonies, veut instaurer une démocratie véritable, qui ne pourra qu'apporter la démocratie à ces populations coloniales.

2^o) Parce que les terres habitées par ces populations sont l'objet de convoitises redoutables pour elles, alors qu'elles ne sont pas en état de garantir une existence vraiment indépendante.

Il ne fait de doute pour personne que les colonies françaises qui se sont développées sous le régime du « pacte colonial », qui n'ont, jusqu'à ces dernières années, été considérées que comme des sour-

ces de matières premières réservées à la Métropole, et comme des débouchés presque exclusivement réservés aux produits manufacturés de celle-ci, sont absolument incapables d'exister économiquement et par conséquent politiquement, comme nations indépendantes (...) » (*Cahiers du Communisme*, n° 6, avril 1945, p. 76).

Comme le disait l'Internationale Communiste dans son manifeste au II^e Congrès (1920), ce socialisme qui « directement ou indirectement, défend la situation privilégiée de certaines nations au détriment des autres, qui s'accommode de l'esclavage colonial, qui admet des différences de droits entre les hommes de race et de couleur différentes; qui aide la bourgeoisie de la métropole à maintenir sa domination sur les colonies au lieu de favoriser l'insurrection armée de ces colonies; (...) ce « socialisme » loin de pouvoir prétendre au mandat et à la confiance du prolétariat, mérite sinon des balles, du moins la marque de l'opprobre. »

C'EST EUX-MEMES QUI LE DISENT

« Pour la CFDT, la section syndicale, avant d'être l'intermédiaire organique entre employeurs et salariés, est surtout le moyen proposé aux travailleurs pour s'organiser, pour décider de leurs revendications, définir l'action à mener. C'est d'abord un instrument de lutte collective... ». Voilà ce qu'écrit M. Maire dans *Le Monde* du 28, 29-4-74.

On ne saurait être plus clair, ni plus cynique. Le but de ces Messieurs c'est de canaliser la tendance des prolétaires à s'organiser et à lutter contre les patrons, pour la transformer en un « intermédiaire organique entre employeur et salariés » ! Leur but c'est d'empêcher les organisations de lutte immédiate du prolétariat d'être dirigées par les communistes vers la révolution, et de les ravalier au rang d'instruments de collaboration entre les classes !

Les travaillistes à l'œuvre

Depuis son retour au pouvoir en Angleterre, le parti travailliste remplit avec application ses fonctions de gérant de l'impérialisme britannique. Son premier acte au pouvoir avait été de faire reprendre le travail aux mineurs, avec la complicité des syndicats, en leur accordant... ce qu'avait décidé la commission nommée par le gouvernement conservateur. Le second acte a été la présentation du Budget, dont l'élaboration, selon les termes même du ministre Healey, a suivi quatre principes :

1) Production avant tout : « Nous devons utiliser à plein la main-d'œuvre et les ressources dont nous disposons (...) le succès ou l'échec dépendront en dernier ressort des efforts de chaque homme et de chaque femme de ce pays ».

2) « Amélioration de la balance des paiements », c'est-à-dire défense de l'impérialisme britannique qui rapatrie chaque année plusieurs milliards de dollars de profits de ses investissements à l'étranger (mais le ministre gardé là-dessus un silence bien élevé : la City aura compris d'elle-même), et développement des exportations : « ce pays a la capacité et la volonté de développer ses marchés extérieurs (...). Nos fabricants jouissent maintenant d'un avantage de prix considérable sur leurs concurrents... ils peuvent faire de meilleurs profits en vendant à l'étranger ».

3) Restauration de la confiance dans la monnaie, « sinon l'inflation va corrompre toute la base de notre société ».

4) Union sacrée : « Comme condition préalable essentielle pour réussir à atteindre ces trois objectifs, il faut recréer ce sens de l'unité sociale sur lequel la Grande-Bretagne a toujours dû compter aux époques de crise nationale. Cela signifie convaincre la nation tout en-

tière que le fardeau de nos sacrifices et la récompense de nos succès sont équitablement partagés » (*Financial Times*, 27-3-74).

Un pareil programme ne pouvait que trouver l'assentiment du capital : c'est un budget de ce type « que nous avions nous-même recommandé comme approprié » à la situation actuelle, commente le *Financial Times*, qui se félicite d'autre part que dans l'attribution des miettes sociales promises par le Labour, le gouvernement ait « su garder le sens des proportions ». Le capital britannique n'a évidemment aucun doute sur les bonnes intentions de ses laquais. La seule inquiétude qu'il manifeste concerne leurs capacités dans la plus importante des tâches qui leur est assignée : la grève des mineurs et les mouvements sociaux qui éclatent sans cesse ont montré de quelle résolution la classe ouvrière anglaise était capable : les dirigeants réformistes réussiraient-ils à « recréer ce sens de l'unité sociale », c'est-à-dire en termes clairs à endormir et à domestiquer le prolétariat ? Ou encore, comme le demande le *Financial Times*, les chefs syndicaux vendus à la bourgeoisie vont-ils « prendre maintenant des mesures positives pour encourager les restrictions de salaires » ? (27-3).

Le TUC (Conseil général des syndicats) a évidemment entendu la voix de ses maîtres, et a commencé par faire une recommandation générale pour que « les revendications de salaires soient réalistes » et que « les revendications supérieures à l'augmentation du coût de la vie soient limitées à des groupes particuliers, notamment les plus mal payés » (FT, 4-4-74). Passant ensuite aux actes, la bureaucratie syndicale a purement et simplement exigé des fonctionnaires et employés municipaux londoniens qu'ils aban-

donnent le mouvement de grève engagé début avril. Puis, au moment même où les travaillistes de l'industrie mécanique commençaient une grève nationale des heures supplémentaires, le TUC leur a carrément tiré dans le dos en recommandant la « modération » dans les revendications — une recommandation que la presse bourgeoise a apprécié à sa juste valeur en lui consacrant ses manchettes. Les négociateurs syndicaux, a déclaré le secrétaire général du TUC Murray, doivent « tenir compte des besoins de la situation économique et industrielle [c'est-à-dire des besoins du capital - NdR] et de la politique poursuivie par le gouvernement [c'est-à-dire par ses laquais] » (FT, 16-4). La semaine suivante, c'était au tour de Foot, ministre du Travail et représentant de... l'extrême-gauche du Labour, de souhaiter « une année de paix sociale et d'accords intelligents » grâce à la collaboration des syndicats pour modérer « volontairement » les revendications ouvrières.

Dans ces conditions, le *Financial Times* pouvait se féliciter de la collaboration entre le gouvernement et le TUC, dont « le résultat le plus positif jusqu'ici a été la tentative entreprise par le TUC pour exercer un contrôle sur les revendications salariales de ses membres » (22-4). Voilà à quoi mène la soi-disant « victoire ouvrière » qu'était censée représenter l'arrivée du Labour au pouvoir : le TUC fait maintenant directement et volontairement ce que le gouvernement conservateur n'avait pu obtenir de lui; d'organes de lutte pour la défense des conditions de vie des travailleurs, les syndicats anglais aux mains des travaillistes sont devenus des organes d'application de la baisse des salaires réels, c'est-à-dire de défense des profits du capital !

La « révolution en permanence »

Une séance de travail préliminaire s'est tenue récemment en vue d'un travail sur la « révolution en permanence » (ou « double », ou « ininterrompue ») destinée à fournir une contribution collective à la connaissance des textes fondamentaux du marxisme sur la révolution permanente. Ce travail doit s'articuler grosso modo en trois parties : 1) *Enoncé doctrinal de Marx et Engels sur la question et premières applications stratégiques et tactiques* dans les différents domaines (lutte dans les pays à structure économique et sociale pré-capitaliste, avec prédominance, ou survivance large et déterminante, d'éléments féodaux ; luttes d'émancipation nationale avec un marché interne déjà constitué ou non et des rapports bourgeois-capitalistes modernes plus ou moins définis ; luttes anticoloniales, explosions « xénophobes », revendications du maintien d'éléments « communautaires » pré-capitalistes, exprimant en réalité la poussée démocratique révolutionnaire, et donc bourgeoise « radicale » des masses surtout agraires...).

2) *La position marxiste de Lénine*, par opposition à la version « personnelle » de Trotsky de la théorie de la révolution permanente (cf. *Bilan et perspectives de Trotsky contre Les deux tactiques* de Lénine 1905).

3) *Continuité de la doctrine de la révolution permanente de Marx, Engels et Lénine dans le parti bolchevik et la III^e Internationale* (Thèses du II^e Congrès, Congrès des peuples d'Orient à Bakou, 1920), et part prise par Trotsky (non sans toutefois l'interpréter de façon personnelle) dans la défense de la théorie contre le néo-ménchéisme de la « révolution par étapes » d'une part, et le défaitisme contre-révolutionnaire du « socialisme dans un seul pays » d'autre part (sans compter les nombreuses déformations ultérieures jusqu'au *publisme* d'aujourd'hui qui a rompu non seulement avec Marx mais même avec Trotsky, par une version déformée de la « théorie de la révolution permanente » qui n'est rien d'autre que cette « tentative pour couvrir d'un habit

communiste le mouvement de libération non effectivement communiste dans les pays arriérés » contre laquelle le II^e Congrès du Komintern proclamait qu'il était « nécessaire de mener une lutte résolue »).

On a commencé par rappeler le caractère de « science expérimentale » du marxisme qui, étant par définition anti-idéologique, ne peut être considéré que par ses adversaires comme « une théorie historique et philosophique générale dont la vertu suprême serait supra-historique » (Marx, novembre 1877), alors qu'en réalité il se sert de l'abstraction déterminée pour arriver à reconstruire la totalité concrète dans ses liens fonctionnels et dans ses tendances et ses tensions objectives. Puis on a rappelé quelle a été, dès le début, la position de Marx et Engels vis-à-vis de la démocratie : refus du principe démocratique (= démocratie comme principe) en tant qu'idéologie (au même titre que les principes idéologiques anti-démocratiques, du type autoritaire absolutiste ou libertaire individualiste, par exemple), mais appréciation matérialiste et historique du contenu réel de la démocratie en tant que forme d'Etat exprimant de façon complète le dépassement de l'ancien régime féodal absolutiste et impliquant par là-même les classes fondamentales antagonistes (dont le prolétariat qui n'est au début qu'une classe « en soi », « pour le capital »). Pour Marx et Engels, la révolution démocratique radicale, « à la française », c'est-à-dire du type de celle de 1793, n'est plus possible que sous l'impulsion et la direction du prolétariat, guidé par le parti communiste.

A propos du concept de révolution démocratique bourgeoise « poussée jusqu'au bout », rappelons que dans *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Lénine se réfère à la phrase de Marx dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* : « La Terreur française tout entière ne fut pas autre chose qu'une façon plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, avec l'absolutisme, la féodalité et l'esprit pe-

tit-bourgeois » ; il la cite à l'appui de sa définition des buts du gouvernement provisoire dictatorial appelé à défendre la révolution démocratique contre les attaques de la contre-révolution absolutiste, et, pour ne donner qu'un exemple, il ajoute : « Ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (...) aux fondements du capitalisme. Elle pourra, dans le meilleur des cas, procéder à une redistribution radicale de la propriété foncière au profit de la paysannerie, appliquer à fond un démocratisme conséquent jusques et y compris la proclamation de la république ; extirper non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de la vie des usines les survivances du despotisme ; commencer à améliorer sérieusement la condition des ouvriers et à élever leur niveau de vie ». Et Lénine ajoute (et là, la perspective s'élargit dans le sens du dépassement ultérieur en révolution socialiste) « ...enfin, last but not least, étendre l'incendie révolutionnaire à l'Europe » (1). Mais on peut voir aussi plus tôt le programme de la démocratie petite-bourgeoise radicale aiguillonné par le prolétariat organisé en parti indépendant dans l'Adresse de 1850, qui, compte tenu des nuances de temps et de lieu, ne contient rien de substantiellement différent.

On a rappelé de façon synthétique ce que dit Marx à propos de la révolution bourgeoise classique, de ses objectifs réels (dissimulés sous un masque biblique, comme en Angleterre au XVII^e siècle, ou spartiate/romain, comme en France à la fin du XVIII^e siècle), et du rôle qu'y joue le prolétariat naissant (évident surtout dans la Grande Révolution française) en tant que force d'élimination des ennemis de la bourgeoisie, avec des méthodes « plébéiennes » et radicales (et donc, dans des situations données et au cours de certaines phases historiques, en tant que force propulsive) — mais aussi en tant que force menaçant potentiellement la domination bourgeoise. On a mis en évidence comme un fait historique incontestable que le caractère radical des

grandes révolutions anglaise, et surtout française, a été conditionné, comme le montrent tous les textes de Marx, aussi bien par une participation large, et à certains moments décisive, du mouvement plébéien qui comprenait les premiers éléments du prolétariat, que par la possibilité, même extrêmement faible, que ces éléments prennent la tête du mouvement en débordant la bourgeoisie. Cette possibilité, limitée à cause du caractère encore embryonnaire du prolétariat, amena cependant la bourgeoisie en juillet 1794 (Thermidor) à liquider le Comité de Salut public de Robespierre, c'est-à-dire la direction qui s'était appuyée le plus résolument sur les masses laborieuses (« On sait que la constitution de 1793 et la terreur furent l'œuvre du Parti qui s'appuyait sur le prolétariat en révolte, que la chute de Robespierre signifiait la victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat, que la conspiration des Egaux de Babeuf mit en lumière les ultimes conséquences de la démocratie de 1793, autant qu'il était alors possible », Engels, *La fête des nations à Londres*, 1845).

Au développement du prolétariat, même au niveau purement « sociologique », correspond dans l'ensemble un repliement de la bourgeoisie qui, là où elle n'a pas encore pris le pouvoir, hésite devant l'accomplissement d'une révolution radicale (à la française) nécessitant précisément la mobilisation et l'armement d'un « allié » de plus en plus précaire, c'est-à-dire dangereux, difficilement contrôlable, prêt à se transformer en ennemi. La bourgeoisie des pays arriérés trouve une justification de son attitude dans l'insurrection des ouvriers parisiens de juin 1848 : devant le spectre du communisme qui a surgi sur les barricades de juin, la bourgeoisie s'abrite sous l'aile des ultras, en cense à nouveau le trône et l'autel, réclame même une « pointe de fer » et le knout, appelle à l'aide les cosaques et les croates et s'abaisse jusqu'à lécher les bottes de la soldatesque au service de l'absolutisme et du néo-bonapartisme. Il est intéressant de noter que même de nos jours des révolutions démocratiques assez « profondes » et même grandioses par leur extension, comme la révolution chinoise, ont été conduites par des forces bourgeoises précisément à cause de l'absence — ou de l'élimination préalable par les forces réactionnaires — du prolétariat, même si en Chine, en Algérie, à Cuba, etc., ces révolutions n'ont pas pu être menées « jusqu'au bout » faute d'une impulsion et d'une direction, et parfois même d'une présence active, du prolétariat.

Le repliement de la bourgeoisie, qui s'exprime dans toute une série de compromis avec les forces réactionnaires (2), jusqu'à la « révolution par en haut » comme fruit (non nécessaire) de cet arrangement, est aussi motivé par l'intérêt qu'une puissance en un certain sens pré-impérialiste, comme l'Angleterre détentrice du monopole du commerce mondial, peut avoir à maintenir le statu quo et l'équilibre international. Engels écrit en 1892 qu'en Angleterre, la révolution de Cromwell de 1648 avait montré ce qui semble être « une des lois de l'évolution de la société bourgeoise », c'est-à-dire que « pour que ces conquêtes de la bourgeoisie qui étaient mûres et prêtes à être moissonnées, puissent être assurées, il fallut que la révolution dépassât de beaucoup son but », et bien que, après l'« inévitable réaction qui, à son tour, outrepassa de loin son but », la « bourgeoisie montante » dépassant le point où elle aurait pu se maintenir, eût passé un compromis avec les « anciens propriétaires fonciers », « ces derniers, quoique nommés alors comme aujourd'hui aristocrates, étaient déjà depuis longtemps en train de devenir ce que Louis-Philippe ne devint en France que beaucoup plus tard : les « premiers bourgeois du royaume » ; au contraire, la bourgeoisie allemande par exemple resta rachimique, et ce furent les junkers en voie de transformation

et Bismarck, qui se chargèrent de mener la tâche qui lui incombait. Selon Marx, le poids, la présence et les intérêts de l'Angleterre étaient tels que le destin de la révolution démocratique dans les aires arriérées était étroitement lié à celui de la révolution prolétarienne dans les aires de capitalisme développé, la première pouvant servir de détonateur à la seconde.

L'importance pour le prolétariat d'une révolution bourgeoise radicale dans les aires arriérées n'est donc pas seulement locale mais internationale, et le fait même que, avec le développement (fut-il inégal) des forces productives et du prolétariat, la révolution radicale bourgeoise devienne de plus en plus difficile sous une direction bourgeoise, montre la nécessité d'une coordination mondiale des forces prolétariennes, même si l'on tient compte de la différenciation objective de leurs tâches. Il est absolument nécessaire que le prolétariat des pays développés favorise toute rupture de l'équilibre international du capitalisme (et des réactionnaires à sa solde qui sont loin d'avoir disparu de la scène mondiale) et il faut donc qu'il appuie les mouvements révolutionnaires démocratiques même là où le prolétariat local n'est pas en mesure d'en prendre la direction (en préservant toutefois l'indépendance politique et organisationnelle des noyaux prolétariens, même embryonnaires).

Il n'y a donc pas de contradiction entre le Marx qui fonde un « organe de la démocratie » (la *Nouvelle Gazette rhénane*) et le Marx qui défend dans ce même organe la cause des insurgés en juin, lance en 1848 le *Manifeste* et en 1850 l'Adresse de la *Ligue des Communistes*.

Le 31 décembre 1848 (*Nouvelle Gazette rhénane*, n° 183) Marx écrit en conclusion des articles sur *La bourgeoisie et la contre-révolution* que « l'histoire de la bourgeoisie prussienne de mars à décembre, comme celle de la bourgeoisie allemande en général, montre qu'en Allemagne une révolution purement bourgeoise et l'instauration de la domination bourgeoise sous la forme d'une monarchie constitutionnelle sont impossibles : seules sont possibles la contre-révolution féodale et absolutiste et la révolution républicaine et sociale ».

A la même époque (avril 1850) que l'Adresse, Marx et Engels formaient, avec des blanquistes et des chartistes révolutionnaires, la « Société universelle des communistes révolutionnaires » dont l'article premier déclarait : « Le but de l'association est la destruction de toutes les classes privilégiées et leur soumission à la dictature des prolétaires en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme qui doit être la dernière forme de la constitution de la famille humaine ». Dans *Les luttes de classe en France* Marx avait écrit en effet : « Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transmission nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales ».

(suite page 4)

(1) Lénine, *Œuvres*, tome 9, pp. 51-52.

(2) Y compris sur le plan idéologique : « la bourgeoisie française fit maigre le vendredi et les bourgeois allemands écoutèrent religieusement le dimanche les interminables sermons protestants. Ils s'étaient fourvoyés avec leur matérialisme, il faut conserver la religion pour le peuple : elle seule peut sauver la société de la ruine totale » (Engels, introduction à l'édition anglaise de 1892 de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*).

L.O. fait table rase du marxisme

« La dictature du prolétariat est la plus large démocratie pour tout le monde », elle est « hyperdémocratique [sic !], car la dictature du prolétariat n'est pas contre les hommes, elle est contre les moyens de la bourgeoisie ». « Nous garantissons à Chaban et Giscard qu'ils n'auront pas de problème avec la police comme nous aujourd'hui », le pouvoir des travailleurs leur laissant même le droit d'agitation (distribution des tracts, etc.).

Qui s'exprime ainsi ? Un vieux crabe parlementaire de la SFIO ? Le PCF ? Pas du tout ! C'est *Lutte Ouvrière*, littéralement forcée par le déroulement de sa campagne « présidentielle révolutionnaire » à cerner « de plus près » sa conception de la dictature prolétarienne (cf. interview de Laguiller à France-Inter et meeting à la Mutualité du 19 avril — partiellement rapporté par *Le Monde* du 20).

Cette énonciation du principe de l'opportunisme le plus banal que constitue le reniement de la terreur et de la dictature, jointe à une chasse déchainée au vote, sont des symptômes de la maladie électoraliste autant que d'un crétinisme démocratique viscéral.

La dictature du prolétariat, une dictature sur les instruments, et non sur la classe bourgeoise et ses hommes ? Voici ce qu'écrivait en 1874 Engels à l'adresse des anarchistes :

« Une révolution est sans doute la chose la plus autoritaire qui soit : elle est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir cette domination par la terreur que les armes

inspirent aux réactionnaires » (De l'autorité).

Et Trotsky en 1920 :

« La terreur doit (...) être efficace contre la classe réactionnaire qui ne veut pas quitter l'arène. L'intimidation est le plus puissant moyen d'action politique tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de même que la révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'extermine en règle générale qu'une partie infime de l'armée vaincue, mais démoralise les autres, et brise leur volonté. La révolution agit de même : elle tue quelques personnes, elle en effraie mille. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation » (*Terrorisme et Communisme*).

Une autre perle de la plus belle eau a également été prodiguée par la candidate « révolutionnaire » : « Le socialisme, c'est l'égalité devant l'argent ».

Voilà comment l'ouvriérisme de L.O. s'allie aux pires sottises petites-bourgeoises prêchant non pas la suppression du capital, mais l'égalité devant le capital, et comment, sous prétexte de « propagande révolutionnaire » on fait table rase du marxisme ! A la poubelle Marx qui montre dans « Le Capital » que sur la base de l'économie marchande, de la valeur et de l'argent, se développent inéluctablement le capital, le salariat, l'exploitation, le chômage, les crises, la misère, et que donc le socialisme devra extirper l'économie monétaire ! A la poubelle Engels qui assénait à Dühring que « la forme valeur des produits [et donc la forme argent - NdR] contient déjà en germe toute la forme capitaliste de production, l'antagonis-

me entre capitaliste et salarié, l'armée de réserve industrielle, les crises » ! A la poubelle la critique du programme de Gotha ! Vive Staline (eh oui !) et sa « valeur socialiste » ! Vive la pérennité de l'argent et des catégories marchandes !

Voilà ce que répondait Marx en 1858 à de pareilles sottises :

« ...il se trouve que des socialistes reprennent ces insanités, notamment en France. Ils entendent démontrer que le socialisme est la réalisation des idées bourgeoises énoncées par la Révolution française. Ils affirment entre autres qu'à l'origine, l'échange, la valeur, etc., représentaient (sous une forme adéquate) le règne de la liberté et de l'égalité pour tous, mais que tout cela a été faussé par l'argent, le capital, etc. [...] Il faut leur répondre : la valeur d'échange, et mieux encore le système monétaire, constituent en fait le fondement de l'égalité, de la liberté ; les perturbations survenues dans l'évolution moderne ne sont que des troubles immanents à ce système ; autrement dit, la réalisation de l'égalité et de la liberté provoque l'inégalité et le despotisme. Vouloir que la valeur d'échange ne se développe pas en capital, ou que le travail produisant des valeurs d'échange n'aboutisse pas au salariat, c'est un vœu aussi pieux que naïf... » (*Fondements de la critique de l'économie politique*).

Faisons le bilan : liberté pour les exploités, égalité devant l'argent : en fait de « propagande révolutionnaire » menée « habilement » à la faveur des élections, L.O. n'a fait qu'apporter sa contribution militante à la diffusion de l'idéologie bourgeoise !

Un gouvernement «de gauche»

(suite de la page 1)

(comme Kautsky) ou temporaire (comme ce fut le cas des «centristes de gauche» en Allemagne) entre les organes de l'Etat bourgeois et ceux du pouvoir prolétarien. D'après ses versions extrémistes, cet accouplement contre-nature pourrait mener, grâce à la pression des masses, au démantèlement ou à la transformation des institutions bourgeoises, en laissant finalement la place à la seule république des Soviets. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement social-impérialiste avec son programme de démocratisation de l'Etat serait alors, non pas une méthode de défense capitaliste, mais un premier pas, une première expérience — tout au plus incomplète, insuffisante, timorée — qu'il s'agirait d'élargir, d'approfondir et, partant, de faciliter, d'appuyer et de défendre.

L'oscillation de cet «opportunisme de gauche» entre un barcadisme outrancier et le suivisme vis-à-vis du social-impérialisme est le résultat le plus caractéristique et historiquement le plus dangereux de ce courant complexe et multiforme qui, tout en canalisant les forces qui réagissent instinctivement contre la trahison social-démocrate, sème la confusion dans les rangs ouvriers, entrave la nécessaire clarification politique et empêche la nette délimitation de classe. Si l'arrivée d'un bloc des gauches au gouvernement peut être considérée dans certains cas, et dans certains cas seulement, comme positive pour la lutte prolétarienne, ce n'est pas

parce qu'elle constituerait un préalable politique utile qui créerait pour le prolétariat de plus larges facilités de préparation, d'organisation et d'action révolutionnaire, ni parce qu'elle créerait des conditions facilitant la satisfaction des revendications matérielles des larges masses ouvrières; bien au contraire, c'est uniquement dans la mesure où l'action de ces partis peut permettre au prolétariat de comprendre, dans certaines circonstances historiques et grâce à l'action constante du parti communiste, que seule la lutte révolutionnaire contre l'Etat et toutes ses institutions, que seule la voie insurrectionnelle et dictatorial — ce qui présuppose la lutte la plus décidée et la plus tranchée contre le social-impérialisme — peuvent conduire à son émancipation.

Quant à la prétention monstrueuse affichée par certains d'aider ou de faciliter, d'un point de vue technique, une telle expérience de gouvernement pour pouvoir «le démasquer par la suite» (position déjà combattue par l'Internationale Communiste en 1921-1922 vis-à-vis d'un possible «cartel des gauches» en France), elle révèle une vision absolument étrangère au marxisme de la fonction du parti dans la lutte des classes, et des données de base du problème de la tactique (et, lorsqu'elle correspond à une tradition historique, elle exprime des déviations

profondes de doctrine dissimulant le pire piège pour le mouvement ouvrier).

En elle-même, l'expérience d'un gouvernement social-impérialiste n'est et ne peut être positive pour la lutte de classe: une telle conception serait banalement mécaniste. De même qu'une crise économique peut ouvrir la voie à une crise révolutionnaire ou, par exemple, à une désorganisation du mouvement ouvrier, selon les conditions historiques générales dans lesquelles elle se produit, l'expérience de gouvernement social-impérialiste peut ouvrir la voie à une victoire prolétarienne (Kérensky et les menchéviks, Russie, 1917), ou plus modestement à une radicalisation des masses, tout comme elle peut donner lieu à un écrasement des forces révolutionnaires (Allemagne 1919) ou à un affaiblissement de leurs énergies, à une période de profond découragement prolétarien. Les conséquences qu'un gouvernement de ce type aura finalement sur le déroulement de la lutte de classe dépendent des vicissitudes objectives de l'histoire qui lui donnent naissance, et des conditions subjectives de la classe (c'est-à-dire de sa maturité révolutionnaire et donc politique pour le combattre).

La condition nécessaire, mais pas toujours suffisante, pour que le prolétariat ne sorte pas abattu de l'expérience contre-ré-

volutionnaire du gouvernement «de gauche», est que l'avant-garde communiste montre avant, pendant et après cette expérience la nature objectivement antiprolétarienne d'un tel gouvernement, les objectifs à lui opposer, et donne donc le cadre politique et organisationnel capable de diriger les réactions contre la bourgeoisie et l'opportunisme — c'est-à-dire le Parti.

Les limites de la tactique ne sont pas données par une science «machiavélique» des mots d'ordre — ce serait ravalier le marxisme à une banale branche de la psychologie sociale — mais par la nature réelle, objective, des forces sociales et par leur «dynamique». Lorsque le parti se refuse à appuyer ou même à faciliter toute expérience de gouvernement ouvrier, il traduit en termes de propagande, d'agitation, de prosélytisme et d'action l'opposition irréductible entre le prolétariat révolutionnaire et le social-impérialisme, ainsi que sa nature de représentant politique du prolétariat révolutionnaire et de la pression des masses ouvrières contre le capitalisme.

La psychologie des masses est l'expression des rapports profonds entre les classes: la domination politique actuelle du réformisme sur le prolétariat, qui reflète la terrible pression économique, militaire, politique et idéologique exercée à l'échelle

internationale par les classes dominantes sur la classe exploitée, les mille liens entre l'impérialisme et l'aristocratie ouvrière, l'intégration des organisations ouvrières réformistes dans l'appareil de défense de la bourgeoisie, l'état presque absolu d'inorganisation des larges masses et, finalement, une longue prospérité capitaliste, ne peut être combattue en flattant l'état d'esprit des masses qui traduit cette situation d'inertie historique. Bien au contraire, elle ne peut être affrontée que par une lutte politique acharnée et sans concessions (y compris à l'encontre de la mentalité prédominante), seule capable de dégager une avant-garde de classe qui puisse mener les grandes masses, au travers des antagonismes matériels, aux grandes batailles historiquement inéluctables contre le capitalisme.

Notre opposition irréductible à toute expérience de «gouvernement ouvrier» découle des besoins intrinsèques et matériels de la révolution, qui exige un parti ayant coupé politiquement toute attache avec la démocratie bourgeoise et avec le social-impérialisme; un parti qui ne craigne pas d'aller à contre-courant et qui, suivant l'expression du Manifeste, ne s'abaisse pas à dissimuler ses opinions et ses projets; un parti qui sache subordonner toute son action, non pas à la recherche de succès immédiats contingents et illusoire, mais aux besoins suprêmes de la révolution, de l'insurrection, de la dictature et de la terreur.

(suite de la page 3)

L'exposé a ensuite porté sur l'Adresse et sur les interprétations qui en ont été données, et en particulier sur les erreurs qu'a commises Trotsky (et plus encore naturellement ses épigones et ses exégètes) en s'opposant implicitement à la Nouvelle Gazette rhénane dont se réclamait Lénine, et en justifiant sur cette base sa théorie selon laquelle la révolution permanente devait aborder immédiatement des «tâches socialistes». On a parlé aussi de l'interprétation «accommodante» de Boukharine qui, prenant une thèse d'origine menchévique évidente, ne voyait dans la théorie marxiste de la révolution permanente que la proclamation d'une série d'«étapes», au cours desquelles différentes fractions du «peuple» prendraient successivement le pouvoir, le prolétariat devant alors attendre son tour sans se charger, pratiquement, de pousser «à fond» la révolution démocratique bourgeoise.

L'Adresse de 1850 — dont Engels rappelait l'importance en 1885 («la démocratie petite-bourgeoise reste toujours le parti qui, au prochain

La «révolution en permanence»

bouleversement européen (...), devra à coup sûr prendre le pouvoir en Allemagne pour sauver la société des ouvriers communistes» (Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes), n'exprime ni la conception de Boukharine selon laquelle les ouvriers doivent attendre que vienne leur heure après les «étapes» de la bourgeoisie libérale et de la démocratie petite-bourgeoise, ni celle de Trotsky selon laquelle le pouvoir prolétarien réalisera immédiatement des tâches de nature socialiste ou du moins «post-capitaliste» en sautant par-dessus les tâches matérielles de nature bourgeoise, que l'Adresse (ainsi que le Manifeste) lui assignent au contraire de façon explicite (comme par exemple la réforme agraire radicale avec nationalisation de la terre).

Le prolétariat doit être la force qui propulse le mouvement mais aussi celle qui le dirige: il doit pousser, aiguillonner la démocratie petite-bourgeoise, mais dans le but de la «compromettre», puisque celle-ci est incapable de pousser la révolution démocratique bourgeoise jusqu'au bout. (Marx parle du partage de la terre entre les paysans — «la terre à ceux qui la cultivent» — comme d'une réforme typiquement petite-bourgeoise, mais les socialistes-révolutionnaires russes eux-mêmes ne sont pas arrivés à imposer cette réforme: seuls les bolchéviks ont pu le faire). Le tort de Trotsky est d'attribuer des caractères socialistes aux mesures en fait bourgeoises radicales (nationalisations, réquisitions) que seul le prolétariat peut introduire de façon conséquente et sur une vaste échelle, sans compromis qui puissent freiner le cours de la révolution.

Trotsky en vient donc à nier, en substance, le contenu démocratique de la domination du prolétariat localement engagé dans la préparation des «bases du socialisme». Ce contenu est pourtant exprimé dans la formule de la «dictature démocratique des ouvriers et des paysans». Celle-ci n'illustre pas une combinaison gouvernementale et elle prescrit encore moins un code de relations juridiques; ce qu'elle met au premier plan, c'est la fonction effective du prolétariat dans un pays arriéré et que celui-ci ne peut remplir qu'en pleine indépendance politique, organisationnelle, «physique», par rapport aux forces de la démocratie traditionnelle petite-bourgeoise qui

tendent (comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires) à soumettre les forces de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie à la bourgeoisie, et dans le cas de l'aire historique russe, à une bourgeoisie incapable de réaliser la révolution bourgeoise de façon «conséquente» (et en ce sens l'Adresse est plus que jamais actuelle devant le rôle que joue la démocratie petite-bourgeoise dans une grande partie du monde, là où sont à l'ordre du jour des tâches objectivement démocratiques de dépassement des formes les plus variées de régimes pré-capitalistes).

Des écrits et de l'activité de Marx et Engels à cette époque ressortent des directives claires, qui seront celles de Lénine, pour les aires et les phases où se pose encore le problème de la révolution bourgeoise radicale et donc — implicitement — de la révolution «double»:

— indépendance politique et organisationnelle du prolétariat (ce qui ne signifie pas indifférence à l'égard des tâches démocratiques, de transformation bourgeoise, comme le pensaient les faux extrémistes de gauche d'alors, par exemple Gottschalk, qui rejoignaient en fait les positions du «socialisme réactionnaire»);

— rôle d'avant-garde du prolétariat dans le mouvement démocratique révolutionnaire, y compris pour ce qui est de la responsabilité de la direction; «jacobinisme prolétarien» de la part du parti qui représente la partie la plus avancée, et donc l'organe de la prise et de l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. Ce n'est pas seulement pour les réactionnaires que «le jacobin de 1793 est devenu le communiste de l'époque actuelle» (Marx, Discours sur la Pologne, Bruxelles, 22 février 1848). «La démocratie aujourd'hui, c'est le communisme [...]. La fraternité des nations sous le drapeau de la démocratie moderne, telle qu'elle a jailli de la Révolution française et s'est développée dans le communisme français et le charisme anglais».

A ceux qui, comme plus tard les menchéviks, veulent «que le mouvement ouvrier n'effraye pas la bourgeoisie» pour ne pas l'empêcher d'accomplir sa révolution, Marx et Engels répondent que celle-ci ne sera radicale, et même possible, que si le prolétariat y joue un rôle déterminant de propulsion et au moins tendanciellement directif (hégémonique): dans

le cas contraire il y aura des compromis pires que ceux que les girondins ont passé avec les forces de l'ancien régime, et les «classes laborieuses, les classes dangereuses» seront écrasées. Par conséquent, l'attentisme ne sert pas à ménager les forces du prolétariat en vue de sa propre bataille, il ne fait que retarder sa lutte. Ceci sur le plan local, c'est-à-dire sans parler du fait, capital pour les marxistes, que la révolution permanente peut jouer, comme nous l'avons dit, le rôle de «détonateur» du processus révolutionnaire international;

— critique globale de l'idéologie démocratique (par exemple Heinen), même sous sa forme socialisante, qui dans les pays de capitalisme avancé a une fonction de conservation (Louis Blanc et les autres «bourgeois déguisés en tribuns») et qui, dans les pays pré-capitalistes (cf. la guerre des paysans en Allemagne au XVI^e siècle, les Révolutions anglaise et française, et aussi l'analyse marxiste du mouvement des Taï-Ping en Chine) expriment seulement l'interprétation «plébéienne» de la transformation dans un sens capitaliste.

Les tâches démocratiques doivent être prises au sens économique et étatique: il ne s'agit évidemment pas d'un simple problème de nationalité (les deux révolutions bourgeoises classiques eurent lieu, contrairement à la révolution flamande contre l'Espagne de Philippe II, dans des pays depuis longtemps unifiés et centralisés, même si les survivances féodales y étaient encore importantes), et on ne peut donc pas affirmer que d'une façon générale la constitution d'un Etat national épuise les tâches d'une révolution démocratique bourgeoise (autre exemple significatif, la Russie). Par ailleurs, on sait que pour Marx et Engels certaines «nations» ont un rôle éminemment réactionnaire (par exemple, les Etats slaves par rapport à la Pologne). Ce qui importe, c'est le contenu social et c'est bien ainsi que Marx et Engels — ainsi que Lénine plus tard — posent par exemple le problème de l'Irlande où, d'ailleurs, le rôle du prolétariat, surtout émigré, est fondamental (toutefois Marx et Engels insistent particulièrement sur la lutte, dont le contenu intrinsèque est évidemment bourgeois, qui oppose la paysannerie locale en voie de paupérisation au landlordisme britannique, lui-même élé-

ment capital du pouvoir bourgeois en Angleterre et dans le monde).

On a enfin rappelé que la Commune a été considérée par Marx comme une dictature du prolétariat qui doit, par ailleurs, encore accomplir des tâches démocratiques bourgeoises (et cette interprétation a été reprise par les bolchéviks). Naturellement la différence est qu'en France, dans les années 1870-71 (comme en 1848), il n'y a aucun mouvement (organisation, parti) démocratique bourgeois (ou petit-bourgeois) révolutionnaire.

En conclusion, Marx et Engels proclament la nécessité d'appuyer (mais sans que cela implique une union, un cartel, un bloc quelconque avec des forces bourgeoises et petites-bourgeoises) «tous les mouvements» qui tendent à renverser l'ordre existant, et à dégager le terrain pour la lutte décisive entre prolétariat et bourgeoisie. Dans le cadre de ces mouvements, ils prennent une stratégie et une tactique spécifiques du prolétariat, sur le plan local et international.

La révolution démocratique bourgeoise a aussi une valeur intrinsèque, qui n'est pas subordonnée uniquement à la perspective, immédiate ou à brève échéance, locale et globale, de l'intervention du prolétariat. Même la solution de la «révolution par en haut» vaut mieux que la stagnation dans le statu quo de l'ancien régime et de l'équilibre international: elle permet de créer une situation plus favorable au développement de la lutte de classe du prolétariat. L'indifférentisme, qui est le propre des faux extrémistes de gauche, depuis Proudhon et jusqu'à ses partisans d'aujourd'hui camouflés en «marxistes occidentaux», est donc une attitude purement réactionnaire.

PRESSE INTERNATIONALE
Acaba de publicarse el nº 13
(Marzo-Abril 1974) de:

EL PROGRAMA COMUNISTA
Somario:
— Por la lucha contra el capital y contra su principal baluarte — el oportunismo.
— Marxismo y clases medias.
— Crisis monetarias y «especulación».
— ¿Que vuelva a «exportarse» la revolución!
— Un nuevo asesinato de la burguesía.
Precio: 1 F. Pedidos al «Proletario».

directeur - gérant
F. GAMBINI
Imprimerie «E.P.»
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

ABSTENTION PATRIOTIQUE

Partisans de l'abstention, les maoïstes de L'Humanité Rouge ne se sont pas fait faute de stigmatiser les trotskystes et l'appui différencié ou non qu'ils portent à Mitterrand, dénoncé comme politicien bourgeois. Serait-ce un retour à des positions de classe chez ces fidèles du stalinisme qui n'ont jamais renié, qu'on sache, le Front Populaire et pour qui le nec plus ultra de la lutte révolutionnaire est la participation à la deuxième guerre impérialiste dans les fronts de la Résistance?

En réalité, l'abstention de HR est une parade à l'existence d'un péril extrêmement menaçant:

«Ils [les maoïstes de HR] mèneront une bataille inégale pour l'abstention, contre les solutions bourgeoises à la crise, notamment la candidature du vieux cheval de retour réactionnaire qu'est F. Mitterrand. Celui-ci est d'autant plus dangereux qu'il représente sur le plan extérieur un abandon de l'indépendance nationale, à un moment où la menace d'une guerre et les visées agressives du social-impérialisme en Europe se précisent» (HR du 114).

Et ces gens qui se prosternent ainsi devant l'Etat français ont le culot de se prétendre anti-impérialistes!